CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

RÉDACTION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

L'Egalité
DE ROUBAIX-TOURCOING
Journal Socialiste Quotidien

CINQUIÈME ANNÉE

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

ADMINISTRATION
13, Rue des Champs, 13
ROUBAIX

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes.	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Autres Départements.	5 fr. 50	11 fr.	22 fr.

N° 178 Dimanche 25 Juin 1899 N° 178
ÉDITION ★★★★

ANNONCES
Les Annonces sont reçues à la Société Générale de Publicité, 7, rue Drouot, Paris (Téléphone 221,68) et dans ses succursales)
LILLE, 28, rue Faidherbe
et dans les bureaux de l'Administration du journal

COUP DE THÉATRE

Sous ce titre, Clémenceau a publié dans l'*Aurore* d'hier un article qui peint si admirablement la situation politique actuelle, qui est inspiré par des sentiments si élevés et qui nous a si profondément ému, que nous n'hésitons pas à en recommander la lecture attentive à nos amis.

Ce n'est pas un collectiviste révolutionnaire qui parle ce langage éloquent ; mais ce sont les paroles d'un républicain et cela suffit pour qu'à l'heure confuse et agitée où nous sommes, nous nous fassions un devoir de les recueillir.

G. S.-E.

M. Waldeck-Rousseau vient de constituer un cabinet avec le général de Galliffet à la guerre et Millerand au commerce. C'est un coup de théâtre. Les autres individualités qui composent le ministère pourront être discutées plus tard. Waldeck-Rousseau, Galliffet, Millerand sont les trois noms qui s'imposent d'abord à l'étonnement public.

En vérité, c'est un étrange assemblage, et rien n'était plus inattendu que la rencontre de ces trois hommes dans une même action politique : Waldeck-Rousseau, l'ami, l'élève favori de Gambetta, l'un des représentants les plus autorisés de la politique dite opportuniste, Galliffet, qui fut aussi de l'intimité de Gambetta, un soldat, de l'école des sabreurs à panache, qui a malheureusement laissé dans nos guerres civiles une trace d'implacabilité légendaire, Millerand, enfin, un socialiste révolutionnaire qui revendique hautement les droits de la démocratie laborieuse, en vue de l'organisation de justice sociale si lente à venir.

Pour que ces trois hommes puissent se réunir, se concerter dans un commun effort de gouvernement, il faut en vérité que les circonstances soient bien extraordinaires, et nul homme de bonne foi ne pourra nier qu'elles ne soient en effet des plus extraordinaires qui se soient vues depuis la fondation de la République.

Rien ne serait plus inutile que de faire un tableau de la situation actuelle. Elle peut se résumer dans le mot classique : Il n'y a plus rien. Tout est remis en question. Le gouvernement ne gouverne plus. On ne demande plus la justice aux juges. Les soldats, révoltés, pérorent, menacent les citoyens, tolèrent qu'on leur propose sur la place publique de faire donner leurs troupes contre la loi. Il n'y a plus rien, et tout le problème est de faire qu'il y ait quelque chose. C'est le programme même du nouveau gouvernement.

Tout pour Dreyfus, rien pour lui. Pour sauvé dans la crise actuelle, c'est pour maintenir la France dans son antique tradition de pensée, de puissance, la France républicaine de justice, de droit, de liberté, que ces trois hommes, venus des points opposés de l'horizon, abdiquent un moment toutes les passions d'autrefois, et s'écoutant que le commun amour de la patrie, vont essayer de nous refaire une loi vivante, une foi en l'avenir, une parcelle d'espérance perdue qui demain, grâce à eux, peut être réalisée. Ils essayeront, du moins, et pour avoir eu le courage d'essayer, qu'ils soient avant le premier pas dans la noble entreprise, remerciés, encouragés par tous les bons citoyens capables de faire à la France le sacrifice des haines impuissantes.

Ils essayeront, et il dépend de nous tous, citoyens de France, qu'ils réussissent. Je disais il y a quelques jours : « Je ne demanderai pas aux nouveaux ministres d'où ils viennent. Je veux seulement savoir où ils vont. » L'heure est venue de mettre cet engagement anticipé à l'épreuve. Je ne me démentirai pas. Hier encore, je me déclarais prêt à soutenir tout gouvernement républicain d'action. Derrière Poincaré, Waldeck-Rousseau, Bourgeois, j'ai marché. Je ne leur demandais rien que de ne pas me conduire aux capitulations.

Poincaré s'est pris au piège de ses propres manœuvres. Il se proposait uniquement de sauver son groupe, le pauvre, et se donnait des attitudes de volonté, comme un moyen de ne pas agir. Il a sombré sous le cri public. Brisson est malade. Bourgeois se dérobe. Le chef du parti radical sauve la République en Hollande. Doumer est aux honneurs, et à la caisse, dans notre colonie du Tonkin.

Et nous, qui sommes en France, nous, qui avons charge de maintenir l'ordre établi pendant que ces messieurs parlent profitablement au dehors, nous, qui sommes tenus d'avoir un gouvernement, nous, qui devons sauvegarder la loi sur notre territoire, nous, qui devons maintenir les institutions de justice et de liberté conquises par nos pères, nous, qui voulons encore maintenir la patrie dans sa puissance légitime, que ferons-nous, s'il faut attendre, pour avoir les organes nécessaires de vie, que M. Poincaré comprenne que la France est au-dessus de son groupe, que M. Brisson soit guéri, ou que M. Bourgeois ait achevé ses développements de rhétorique à La Haye ?

Jusque-là, il faut vivre, et nous avons besoin, pour cela, qu'un gouvernement se constitue, qui parle et qui agisse au nom du peuple français. M. Waldeck-Rousseau se présente, et il a ces qualités singulières, de n'être pas malade, de faire un ministère en dehors de son groupe, et de se déclarer résolu à appliquer les lois, quoi qu'il arrive. Oh ! le brave homme qui ne recule pas d'un pied, quand tous les fiers-à-bras se mettent en déroute avant la bataille ! Oh ! l'homme de cœur qui ne compte pas les ennemis avant de se jeter dans la mêlée ! Oh ! le bon soldat, triplement cuirassé de mépris, qui, pour la République et la France indissolublement liées désormais, affronte d'un cœur tranquille les lâches outrages qui font regretter les coups d'épée d'autrefois !

Il est venu, celui-là, quand les autres se dérobaient, s'enfuyaient, tremblant de peur ou machinant des trahisons pour se réserver la joie des jours tranquilles que son courage va leur faire. Je l'ai combattu jadis, et si je ne suis pas de ceux qui se vantent stupidement de n'avoir rien appris, comme lui-même sans doute, je ne regrette rien des combats du passé. Je ne regrette rien surtout du sentiment qui les inspira. Bien plus. Aujourd'hui je m'en honore quand je mets la main dans la main de mon adversaire en lui disant : Servez la République : je vous sers.

Ah ! c'est vrai. Il amène avec lui Galliffet, Galliffet l'ennemi, Galliffet « le massacreur ». Personne n'a jugé ce soldat de guerres civiles avec plus de violence que moi-même. Il fut exécré, maudit. Il l'est encore, ayant permis, par je ne sais quel stupide orgueil, que toute la haine des vaincus se concentrât sur lui. A-t-il fait plus que les autres ? Il se peut. Le général Boulanger, M. Ernest Roche de l'*Intransigeant* furent de la répression sanglante aussi. Par combien furent-ils excusés, de ceux qui vont raviver contre Galliffet les récits effroyables ? Je n'atténue rien.

Pas une parole d'excuse ne se trouvera sous ma plume, jusqu'à ce que l'homme, par les services dont la fortune lui offre la chance, ait racheté quelque chose de la folie furieuse qui sûrement n'a cessé de hanter son souvenir. Il a tué. Mais il a vécu. Il a vécu pour voir que l'œuvre de barbarie est vaine, et que les morts sortent des tombeaux pour clamer la justice impérissable. Il a vécu. Et qui de nous peut dire s'il n'y a pas eu une part de châtiment dans sa vie ? M. de Mun qui tua comme lui, qu'il l'avoue ou non, rêve de tuer toujours, et avec son Père Du Lac machine la guerre civile encore au profit de Rome contre la France de la Révolution.

Eh bien Galliffet ne veut plus. Voilà toute l'affaire. Qui de nous lui refusera le droit de se dédire ? Qui de nous lui déniera le droit au repentir, à l'acte de réparation pour la patrie ? Je ne veux voir en lui, jusqu'à nouvel ordre, que Waldeck-Rousseau qui le couvre et que j'estime un bon garant. J'attends les actes, comme si je ne connaissais rien de lui que d'hier.

Les guerres civiles sont d'horribles mêlées où des hommes affolés, au nom de choses sublimes, se massacrent dans la nuit. Le *Père Duchesne* qui, d'un cœur si léger, projetait de loger « des pruneaux » dans la tête de ses adversaires, est devenu militariste. Pourquoi une conversion parallèle n'aurait-elle pas fait du « massacreur » le défenseur du peuple, à qui cette revanche était due ? Il est vieux. La mort chaque jour gagne sur lui quelque parcelle de force vivante. Pourquoi l'ambition ne lui serait-elle pas venue qu'on dise de lui, suivant le mot d'Hamlet : « Vices et vertus, pesez tout, c'était un homme tout de même. » Plus brave que Bourgeois, il a vu passer la chance et l'a suivie. Nous regardons. Et déjà je lui vois un mérite que d'autres n'ont pas, sur qui j'aurais pu compter. Il s'offre, lorsque les professionnels se refusent. Il n'est pas lâche. C'est un mérite quand tous les autres s'enfuient.

Ce qu'il faut faire, dans la présente anarchie, tout le monde le sait. Personne n'ose accepter la responsabilité de l'action. Le mal est en haut : nul n'a l'audace de dire : Je frapperai en haut. C'est alors que celui-ci se présente, criant : Donnez-moi l'autorité nécessaire et j'accomplirai le suprême devoir. Faites-donc, général, et si la grande promesse est par vous tenue, les fils de ceux qui succombèrent sous la démence d'Ajax furieux verront Ajax lui-même chargé de leur vengeance, et pourront s'en réjouir puisque la vengeance, cette fois, sera non de meurtre, mais de justice, et de droit légal, et d'ordre, et de paix.

Et à ceux qui s'étonnent de voir Millerand revendiquer sa part de responsabilité, dans l'œuvre du salut, je dis que c'est son honneur. Il pouvait se désintéresser, comme Bourgeois, laisser faire, soutenir plus ou moins habilement M. Waldeck-Rousseau, et ne pas s'engager ouvertement, lui-même, dans l'action hasardeuse. Il ne l'a pas voulu. Il a donné de sa personne, et s'est jeté au premier rang, en brave. Je n'ai point qualité pour dire tout ce que le parti socialiste en pensera. Mais ce que je sais, c'est qu'il n'y aura que les sots pour l'accuser d'ambition personnelle, c'est qu'il a bien servi son pays, c'est qu'il a bien mérité de la République qui, grâce à lui maintenue, tiendra à honneur d'acquitter sa dette de justice envers les masses populaires dont il représente les aspirations et les intérêts, dans le gouvernement de salut que nous assure son concours.

Je ne discute point l'importance du ministère qu'il accepte. Son rôle est au-dessus du protocole, au-dessus des formules officielles dont se leurre le vulgaire. Il est le témoin de la démocratie sociale, anxieuse des libérations promises. Il est le vouloir chargé de rappeler aux puissants que les engagements pris ne doivent pas, ne peuvent pas être éludés. Il est le garant, il est l'otage, otage volontaire, qui se livre pour donner au régime de justice et de liberté, en puissance dans la République, toutes ses chances. Un bel acte de folie et de bravoure tout la démocratie, qui demain doutera peut-être, lui sera reconnaissante, après le danger passé.

Pour moi, qui fis peut-être, à mes heures, d'autres rêves, je n'ai plus qu'un sentiment, la volonté de suivre au plus fort de la bataille ceux qui se dévouent, de combattre à leurs côtés, de recevoir ma part de coups, et de les rendre au-delà de ce qu'on peut attendre. Je n'ai pas choisi mes chefs. Ils se sont presentés quand la République appelait vainement à son secours. Je serai leur bon soldat. S'ils devaient succomber, je serais de la défaite. Quand ils triompheront, je n'aurai pas besoin d'être officiellement de la victoire. Je demande la France libre et juste. Si nous gagnons cela, je suis récompensé.

G. CLEMENCEAU.

Echos & Nouvelles

Parmi les « Œillets blancs » du pesage d'Auteuil figuraient trois officiers qui furent arrêtés, huant Loubet tandis qu'on infligeait aux civils de 15 jours à trois mois de prison, les trois militaires s'en tiraient avec huit jours d'arrêts.

Mais le lendemain du jour où la punition était infligée, leurs régiments partaient aux manœuvres et c'est à cheval, en trottant sur les routes de France, que ces messieurs accomplissent leur peine.

La pénitence est douce.

—o—

Encore un peu de statistique ! Celle-ci sera d'ailleurs d'une actualité, puisque la crise continue.

Elle s'applique aux titulaires successifs qu'ont eus les différents portefeuilles, depuis le 4 septembre 1870.

Les Affaires étrangères ont eu trente-neuf titulaires : le duc Decazes a eu ce portefeuille dans cinq cabinets, M. de Freycinet dans quatre, MM. Hanotaux Flourens et Ribot dans trois.

L'Agriculture, ministère créé en 1881, a eu vingt-quatre titulaires : Viger a eu ce portefeuille dans sept cabinets et M. Develle dans cinq.

Le Commerce a eu quarante-deux titulaires ; les Finances quarante, l'Instruction publique trente-huit titulaires : M. Jules Ferry a eu ce portefeuille dans cinq cabinets et M. Léon Bourgeois dans trois.

L'Intérieur a eu quarante-sept titulaires, la Justice quarante ; la Marine quarante-et-un ; l'amiral Jauréguiberry a eu ce portefeuille dans quatre cabinets ; l'amiral Krantz : MM. Barbey et Lockroy dans trois.

Les Travaux publics ont eu quarante-deux titulaires ; le ministère des Colonies, créé en 1883, en a eu sept ; le ministère des Postes et Télégraphes, créé en 1879 et supprimé en 1887, en a eu trois ; le ministère des Cultes, créé le 1er mai 1873 et supprimé sept jours plus tard, en a eu un ; le ministère des Beaux-Arts, créé en 1881 et supprimé en 1882, en a eu un également.

Ce qui donne un total de 38 cabinets et de 411 ministres.

Que d'ambitions réalisées représentent ces chiffres !

***

NOUVELLES A LA MAIN

Le jeune X..., que son père avait placé dans une maison de commerce, est parti, sans prévenir son patron, pour une ville d'eau.

A son retour, le patron le congédie.

— Qu'as-tu fait depuis que l'on ne t'as vu ? lui demande un de ses amis.

— Moi ?... *j'ai été chassé !*

La femme d'un député ministrable est en visite chez une amie.

— Ah ! si cette crise pouvait encore durer longtemps !

— Pourquoi ?

— Dame, ça retiendrait mon mari : lui, si coureur d'ordinaire, ne quitte pas son appartement une minute, il attend toujours qu'on vienne le chercher de la part de l'Elysée !

FIGURES

A. MILLERAND

Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes

Comme nous le disions hier, notre collaborateur Millerand, le nouveau ministre du Commerce, est né à Paris le 10 février 1859.

Avocat à la Cour d'Appel de Paris et docteur en droit, il fut, avec Pichon, un des orateurs les plus écoutés de la conférence Molé.

Président de la Jeunesse républicaine, il fit ses premières armes, comme journaliste, à la *Justice*, sous la direction de Clémenceau.

Au moment des élections de septembre 1889 il dirigeait un journal : *La Voix* où il combattait en même temps Ferry et Boulanger en disant : Ni l'un ni l'autre. Rédacteur à la *Petite République*, actuellement rédacteur en chef de la *Lanterne*. Entré au Parlement comme représentant du 12e arrondissement de Paris, en 1889, fut réélu à toutes les élections avec des majorités toujours croissantes.

Le nouveau ministre du Commerce qui a porté au cabinet Dupuy les coups les plus rudes, est un des rares députés qui puissent se faire écouter à la Chambre.

Sera dans le gouvernement un conseiller des plus précieux et au Parlement un *debater* de tout premier ordre.

Millerand est l'un des orateurs les plus justement écoutés de la Chambre. Il n'est point de grand débat dans lequel il ne soit intervenu : questions sociales, questions purement politiques ou économiques, intéressant les relations du capital et du travail.

Dans la presse comme à la Chambre, le rôle de Millerand a été particulièrement actif.

A côté de son rôle politique, Millerand occupe au Palais une place prépondérante. Il n'y compte, du reste, que des sympathies, que lui valent son caractère et ses qualités personnelles d'affabilité et de droiture.

Orateur habile, écrivain distingué, polémiste brillant, il s'est créé dans le Parlement une situation brillante dès son début.

Au physique, de taille au-dessus de la moyenne, myope, les cheveux ras et déjà gris, il marche un peu courbé, l'air distrait.

Ses succès de tribune ne se comptent plus, ses discours sont aussi nombreux que remplis de talent.

Il n'a laissé échapper aucune occasion de prendre la parole dans les discussions importantes, et il serait incapable lui-même de dresser la liste des interpellations dont il fut l'auteur.

Millerand disait au congrès de St-Mandé : « Il faut que la nation reprenne aux barons de la nouvelle féodalité capitaliste les forteresses qu'ils lui ont ravies pour la dominer.

Millerand, bien connu à Lille où il est venu faire de nombreuses conférences publiques, est rédacteur au *Réveil du Nord* depuis sa fondation.

Avec Millerand, le Socialisme entre dans les conseils du gouvernement.

C'est un événement considérable dans l'histoire de notre parti que jadis les amis de M. Méline déclaraient indigne de faire partie d'une majorité républicaine.

Millerand n'aura pas seulement du reste à participer à l'œuvre commune de salut public qui figure en tête du programme du nouveau cabinet.

Dans son département même, il aura l'occasion de lutter pour les idées sociales que son parti fit siennes. N'oublions pas, par exemple, que la loi sur les conditions du travail est à l'ordre du jour de la Chambre.

Pour les défendre, Millerand pourra joindre à son talent personnel l'autorité du ministre qui, en entrant dans un ministère d'union, n'a rien abandonné de ses convictions de député.

Il est de ceux que les adversaires eux-mêmes écoutent avec attention et respect. Certaines de ses interventions en fin de grande discussion sont restées célèbres, ayant au dernier moment changé brusquement la face des choses. C'est un parlementaire dans toute la force du terme.

M. GUILLAIN

exécuté par le "Progrès du Nord"

Nous avons montré Guillain tripoteur d'affaires, dans les concessions au Congo; Guillain esclavagiste, tortionnaire et affameur d'ouvriers; Guillain accomplissant toutes les sales besognes mélinistes et faisant le jeu de la réaction cléricale, par ses louches manœuvres.

Le *Progrrs du Nord*, répudiant enfin toute compromission avec ce néfaste fantoche politique, a exécuté à son tour, hier, le député de Dunkerque, en ces termes :

L'Agencé Havas nous communique la note suivante :

« Il est inexact que, dans ses conversations avec M. Waldeck-Rousseau, M. Guillain lui ait fait part, comme le dit un journal du matin, « de ses sentiments hostiles à la cause de Dreyfus ».

» M. Guillain a affirmé, au contraire, dans ses conversations, qu'il continue à observer une absolue neutralité dans cette affaire, d'ordre judiciaire, sur laquelle il ne pourra se faire une opinion définitive que lorsqu'elle aura été complètement élucidée par la Justice.»

M. Guillain n'a pas d'opinion définitive sur l'affaire Dreyfus : est-ce qu'il n'a pas lu l'enquête publiée par le *Figaro*, le rapport de M. Balliot-Beaupré, les conclusions de M. le procureur-général Manau, et la plaidoierie de Me Mornard ? Ne connaît-il pas l'arrêt de la Cour de cassation.

S'il a pris connaissance de tous ces documents, nous nous demandons comment un homme de son intelligence peut n'avoir pas encore formé son opinion sur une erreur judiciaire que proclame le monde entier.

Tous les organes démocratiques, ou simplement républicains modérés, comme le *Matin*, ont démasqué, stigmatisé le rôle réactionnaire et malpropre joué par le député momentané de la première circonscription de Dunkerque.

Lâché par ceux qui défendaient hier sa candidature, M. Guillain, Janus politique, capteur de suffrages, faux républicain, ministre désormais impossible, n'a plus pour soutenir sa carcasse parlementaire que le journal de Méline, *l'Echo du Nord* et la *Croix* du Père Bailly.

LE NOUVEAU MINISTÈRE ET LA PRESSE

Tous les journaux socialistes, républicains ou simplement défenseurs du Droit et de la Justice, saluent avec joie l'avènement du nouveau ministère.

Seules, les feuilles de sacristie expectorent leur rage en le couvrant de calomnies et d'injures.

Nous donnons ci-dessous quelques extraits des principaux journaux de Paris, concernant le nouveau cabinet :

De **Jaurès**, dans la *Petite République* :

J'ai entendu ce soir des amis qui disaient : Peu nous importerait que le général de Galliffet fût au ministère si un socialiste n'y était pas à côté de lui. Et moi je leur dis : Voudriez-vous donc que la République fut sauvée sans que vous, vous combattiez au premier rang ? Surtout, quand un républicain bourgeois comme M. Waldeck-Rousseau, ému par l'imminence du péril, entreprend la lutte contre la faction militaire, quand il a l'audace de faire appel pour cette lutte à un socialiste, voudriez-vous que le socialiste se dérobât ? Laissons aux radicaux ces timidités misérables et ces haines.

Millerand a assumé une responsabilité formidable. Il dépend de lui que cet acte d'audace tourne au bénéfice et de la République et du socialisme. De l'action, de l'action et encore de l'action. Par là, mais par là seulement, le ministère, contre lequel nationalistes, cléricaux, généraux, vont se déchaîner se sauvera lui-même et sauvera la liberté.

S'il agit, s'il combat, le peuple militant qui aime avant tout le courage entrera à fond dans la lutte. Le prolétariat n'a pas besoin d'oublier ses douleurs et ses haines.

Si ceux par qui son sang coula sont conduits aujourd'hui à la faiblesse contre la réaction militaire, besogne de salut public, il peut savourer au contraire cette sorte d'amère revanche et cette première réparation de l'histoire.

Donc, nous attendons, et à bref délai, les actes du ministère.

De **Viviani** dans la *Lanterne* :

M. de Galliffet se trouve ministre de la guerre. Il est des républicains qui ne peuvent oublier ni amnistier le passé. Nous sommes de ceux-là.

Nous faisons remarquer seulement que s'il est étrange de faire prévaloir la suprématie du pouvoir civil en faisant appel au général de Mai, la faute en est à ces hommes habiles et prudents qui pouvaient gouverner, et préfèrent discourir. Que n'ont-ils pris la guerre! Pourquoi les républicains sont-ils incapables de prendre leur lot ? Pourquoi une minorité prend-elle les mesures nécessaires ? Pourquoi est-on obligé de faire appel à M. de Galliffet ? C'est au refus de tous, veules dans l'action et braves dans les couloirs, qu'est due cette extrémité.

La question est de savoir si dans une période de coup d'Etat, devant la rébellion militaire, il fallait, dans la défaillance universelle, courber le front. Que les généraux factieux soient frappés par un autre général, on peut s'en plaindre. Qui ? Est-ce ceux qui, excitant l'armée, la faisant sortir de son rôle, ont aidé à ce débordement d'insolence militaire? Est-ce ceux qui, pouvant gouverner, ont préféré parlir.

Le temps n'est même plus à ces questions. Il faut agir. Les républicains, les socialistes ne peuvent faire crédit à ce cabinet qu'à une seule condition : c'est que, formé pour l'action, il agira. De toutes parts, des nouvelles parviennent, démontrant l'imminence du péril. Le gouvernement ne peut pas attendre deux journées sans prendre les mesures nécessaires, et sans frapper les factieux. Nous attendons.

De M. **Sigismond-Lacroix**, dans le *Radical* :

Le jésuitisme de Méline et les fourberies de Dupuy ont laissé se développer une anarchie militaire, administrative et judiciaire telle que des actes sont indispensables pour rappeler les fonctionnaires du tout ordre à l'obéissance. Mr Waldeck-Rousseau à l'intérieur, M. de Galliffet à la guerre, M. Monis à la justice sont des hommes de décision; il leur appartient de donner, tout de suite, à leurs subordonnés, l'impression qu'ils ne les laisseront manquer de respect ni à la République, ni à ses représentants.

Des exemples sont nécessaires : nous comptons qu'on n'hésitera pas ; quand les Chambres se réuniront lundi pour recevoir la déclaration du nouveau ministère, il faut qu'elle se trouve en présence d'actes accomplis, qui seront le meilleur commentaire des paroles qu'il convient de faire entendre.

L'heure présente est décisive ; les hommes que M. le le Président de la République appelle au pouvoir en ont tous le sentiment. Par delà les criailleries de quelques groupes parlementaires, ils sauront discerner la voix profonde du pays, qui demande que la République donne à la France un gouvernement.

De M. **Cornély**, dans le *Figaro* :

« Galliffet, ministre de la guerre, voilà, je crois, la troisième et principale originalité du cabinet. On ne pourra pas dire, j'espère, que celui-là ne représente pas l'armée, la vieille et bonne armée, avec tous ses souvenirs, tous ses labeurs, toutes ses aspirations, toutes ses espérances! On ne pourra craindre ni qu'il manque d'autorité, ni qu'il manque de fermeté, ni qu'il manque de décision.

» L'armée, on peut en être sûr, sera reconnaissante et fière de ce choix qui lui donne un chef incontestable. Et, certainement, elle en tirera la preuve qu'elle n'a jamais cessé, malgré les mensonges de ceux qui la caressent pour la perdre, de tenir dans l'affection, l'estime, la reconnaissance de tous une place privilégiée. »

De M. **Harduin**, dans le *Matin* ;

Ce qui est certain, en tous cas, c'est que M. Waldeck-Rousseau, en composant son cabinet tel qu'il nous le présente, s'est montré très crâne. Il a eu le courage de son opinion et c'est un genre de courage qu'à notre époque on ne rencontre pas à tous les coins de rue.

En réunissant autour de lui, avec des modérés, avec le général de Galliffet, des hommes comme MM. Millerand et Pierre Baudin, il a compris que la tâche qu'il assume n'est pas une tâche banale, et qu'il est présentement des besognes nécessaires dont l'urgence s'impose.

Le pays saura gré à M. Waldeck-Rousseau d'avoir procédé sans ces ménagements qui sont à la portée de tout le monde et compromettent tout en voulant tout sauver.

Il voit, enfin, à la tête du gouvernement, un homme qui ne se soucie pas uniquement de se montrer habile et qui ayant un but, y marche résolument.

Cet homme, on l'attendait.

De M. **Yves Guyot**, dans le *Siècle* :

Les habiles combinaisons de M. Méline avec le concours de MM. Poincaré, Krantz et Guillain, ont réussi à faire perdre six jours à la France. La majorité du pays ne leur en saura aucun gré ; encore moins la majorité des républicains.

Le ministère Waldeck-Rousseau va provoquer beaucoup de grincements de dents. Déroulède ne s'en consolera pas plus que M. de Marcère. Millevoye s'écriera que *la Patrie* est perdue.

Rochefort retrouvera à propos du général de Galliffet tout son ancien répertoire d'injures contre les généraux. Ça le rajeunira.

Le P. du Lac fera baver par Drumont quelques calomnies venimeuses : mais ni les uns ni les autres ne se consoleront entre eux. Le jésuite, remontant au boulangisme, dira que voilà le travail d'une douzaine d'années perdu. Malgré tous leurs efforts, leurs complots, leurs conspirations, la République n'est pas renversée ; Loubet n'est pas chassé de l'Elysée.

Du *Temps* ;

M. Waldeck-Rousseau, qui s'était chargé après un premier échec de la formation d'un cabinet est parvenu, hier, à mettre sur ses pieds une combinaison qui surprendra sans doute ses amis autant que ses adversaires : Mr Millerand, le chef des socialistes collectivistes et révolutionnaires, s'asseyant à la même table que le général de Galliffet, l'un des vainqueurs de la Commune de 1871, et acceptant la direction de M. Waldeck-Rousseau, l'orateur le plus résolu en même temps que le plus éloquent des antiradicaux et des antisocialistes, c'est là un de ces spectacles que notre temps, si fertile en miracles, ne nous avait pas encore offert, et qu'on ne voit qu'aux époques où apparaît un danger national pressant.

Du *Paris* ;

Il ne faut pas se plaindre que la crise ait été un peu longe. Le résultat final est heureux, et de nature à satisfaire tous ceux que préoccupent les symptômes de desordre, d'incohérence, d'anarchie intellectuelle, qui depuis quelque temps, allaient en se multipliant.

Netteté, résolution, énergie, — voilà ce qui résume le programme de ce ministère nouveau, où les hommes de talent et de haute capacité sont en nombre exceptionnel.

Nous venons de donner des extraits de journaux socialistes, républicains et revisionnistes.

Passons maintenant à la lecture des feuilles cléricales, réactionnaires et césariennes.

De M. **Rochefort**, dans l'*Intransigeant* :

L'entrée de Galliffet, l'ancien familier des Tuileries, dans un cabinet, si maigrement républicain qu'il soit, est tellement monstrueuse et horriplante que les ambitieux imbéciles qui se sont collés à lui ne peuvent guère s'illusionner sur l'accueil que la Chambre leur réserve. Ou la majorité n'est plus qu'un ramassis de négociats en bulletins de vote, ou le cabinet Galliffet-Millerand-Waldeck sera renversé du premier coup.

De M. **de Cassagnac**, dans l'*Autorité* :

« Nous sommes curieux de connaître le programme extraordinaire sur lequel tous ces hommes disparates ont taillé leur manteau d'Arlequin.

Ils vont nous raconter, sans doute, qu'ils veulent d'abord sauver la République.

Soit ! et nous en tirerons la conséquence que la République court effectivement un péril sérieux, ce qui n'augmentera pas la confiance diminuée dont elle jouit.

Ce qu'ils ajouteront, je l'ignore — eux aussi l'ignorent, très probablement.

Et pour le juger, je l'attends.

Mais, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, je serais bien surpris s'ils comptaient sur une longue possession du pouvoir.

Les coalitions hybrides et immorales, c'est leur châtiment, n'ont qu'une courte durée. »

De M. **Drumont**, dans la *Libre Parole* :

Le rôle que joua Galliffet dans l'affaire Dreyfus a été longtemps dissimulé par l'espèce de légende de bravoure brutale et de crânerie soldatesque que le personnage avait su créer autour de lui. Ce rôle apparaît maintenant très net, en même temps que le rôle de Casimir-Périer qui faisait semblant de tomber de la lune lorsqu'on lui parlait de ce qui s'était passé au Conseil de guerre et qui, nous l'avons démontré, était en relations au moins indirectes avec Dreyfus, était tenu chaque soir au courant par Picquart lui-même de ce qui s'était passé au Conseil de guerre.

C'est Galliffet qui a mis en train l'affaire de la révision. Reinach a pu dire que ce n'était pas lui qui avait fait entrer Picquart à l'état-major. Celui qui a surmonté toutes les résistances pour mettre Picquart à l'endroit où il pourrait accomplir la besogne que l'on sait c'est *l'alter ego*, l'obligé et l'homme lige de Reinach, c'est Galliffet.

Galliffet et Reinach, en effet, c'est la même âme, une âme de scélératesse et de boue.

De **Q. de Beaurepaire**, dans l'*Echo de Paris* :

M. Loubet a lutté pendant dix jours pour imposer quand même à la France le dreyfusisme violent. Il a voulu que les juifs et les francs – maçons régnassent désormais sans contrepoids. Quoi qu'il arrive, la dette de l'élection présidentielle aura été acquittée.

Du *Gaulois* :

Il semblait que M. Loubet, fatigué d'interroger les anciens présidents du Conseil, a mis quelques noms dans un chapeau et les a tirés au petit bonheur.

Au fond, les ministres nouveaux, qui ne pourraient s'accorder ni sur la politique intérieure, ni sur les finances, ni sur la politique extérieure, s'entendent sur un point spécial, unique : l'affaire Dreyfus.

NOS DEPÊCHES

(Par service téléphonique spécial)

Le Nouveau Ministère

L'entrée en fonction.— Premier Conseil des ministres. — Mesures contre les officiers factieux. Bondébut.

Paris, 23 juin.— M. Charles Dupuy, ancien président du Conseil, est allé rendre visite ce matin à M. le Président de la République.

Revenu au ministère de l'intérieur, M. Ch. Dupuy a remis tous les services de ce département et de celui des cultes à M. Waldeck-Rousseau.

De son côté, M. Collignon, directeur du personnel, a remis à M. Demagny, secrétaire général du ministère de l'intérieur, les services dont il avait la direction.

Nous avons pu voir le secrétaire de la Légion d'honneur, et comme nous le félicitions il nous dit :

« Je ne mérite aucune félicitation. Je quitte un poste ou j'étais tranquille et à un moment cependant où ma santé a besoin d'être ménagée. Je serai dans un poste évidemment moins calme au ministère de l'intérieur, mais où a fait appel à mon dévouement et dans les circonstances actuelles, je n'ai pas cru qu'il était possible de me récuser.

A ce moment — onze heures et demie — M. le général de Galliffet arrive au ministère de l'intérieur.

Il est immédiatement introduit auprès du président du Conseil. Tous deux montent en voiture, traversent la place Beauveau, et n'en descendent que devant le perron de l'Elysée. M. Waldeck-Rousseau a présenté à M. Loubet le nouveau ministre de la guerre. Ce dernier, absent hier, n'avait pu, en effet, se joindre aux autres membres du nouveau cabinet.

MM. Waldeck-Rousseau et de Galliffet se sont ensuite fait conduire au domicile du président du conseil, 3, rue de l'Université.

Rien n'est encore décidé en ce qui concerne le cabinet de M. Waldeck-Rousseau, sauf en ce qui concerne M. Demagny.

Cependant, il paraît plus que probable que M. Héric, avocat, secrétaire de M. Waldeck-Rousseau, deviendra chef du cabinet du ministre de l'intérieur.

Au ministère de la marine, M. de Lanessan a pris possession des services, M. Lockroy étant, à ce moment, absent de la rue Royale. M. de Lanessan s'est rendu au domicile particulier de son prédécesseur et lui a fait la visite d'usage.

On annonce que M. Henri Pensa, directeur de la *Revue des questions diplomatiques et coloniales*, est appelé à prendre la direction du cabinet civil de M. de Lanessan, ministre de la marine.

Millerand est allé, ce matin, au ministère du commerce, où il a rendu visite à M. Paul Delombre. Le nouveau ministre du commerce ne prendra possession des services de son ministère que demain.

M. Jean Dupuy, le nouveau titulaire du portefeuille du ministère de l'agriculture, est allé également, ce matin, faire une visite de courtoisie à M. Viger.

La remise des services entre les mains de M. Jean Dupuy aura lieu ultérieurement.

Quant à Baudin, il a informé M. Mougeotte qu'il prendrait possession des services du ministère des travaux publics cet après-midi, à quatre heures.

M. Caillaux, ministre des finances, s'est rendu ce matin au ministère des finances, où M. Peytral lui a transmis la direction des services de ce ministère.

A cinq heures, réunion de tous les ministres à l'Elysée. Ils y tiendront leur premier conseil sous la présidence du Président de la République. On dit, dans les milieux bien informés, que le conseil ne serait tenu que pour les affaires courantes et les mesures urgentes à prendre.

La journée de demain sera consacrée à la rédaction de la déclaration ministérielle et les mesures définitives et résolutives ne seraient prises qu'à l'issue de la séance de la Chambre, lundi prochain.

On annonce que M. Lepine va reprendre la direction de la préfecture de police et que M. Charles Blanc, actuellement préfet de police, sera nommé conseiller d'Etat, en remplacement de M. Lepine.

Le programme du Cabinet

L'Agence Havas publie la note suivante :

« Le nouveau cabinet était à peine formé qu'on a mis en circulation, alors qu'il n'avait pas encore eu le temps matériel de se réunir pour délibérer, un certain nombre de bruits, dans le but d'agir, par anticipation sur l'opinion publique.

» Ce serait beaucoup de les démentir les uns après les autres. Nous nous contenterons de ne pas laisser passer, sans le déclarer absolument faux, celui qui tend à laisser croire que le ministère a décidé de proroger les Chambres.»

Toutefois on donne comme imminentes les mesures suivantes :

Le remplacement du général Zurlinden par le général Brugère, comme gouverneur militaire de Paris ;

La mise à la retraite d'office des généraux de Boisdeffre et Gonse ;

La mise en disponibilité du général de Pellieux ;

L'éloignement du général Roget.

Resterait à trancher, et ce n'est pas la moindre affaire, la question du général Mercier

A la Chambre

Dès deux heures, les couloirs présentent une vive animation. Les députés arrivent nombreux, en proie sous le coup de la nouvelle combinaison ministérielle.

C'est d'abord M. Dujardin-Beaumetz, ancien président de la gauche démocratique très surexcité.

Il déclare que pendant la dernière campagne électorale il reçut des offres d'argent, de la part du parti revisionniste, pour alimenter le *Voltaire* organe du parti et subventionner les candidats radicaux à condition que le parti radical ferait campagne en faveur de la revision du procès Dreyfus.

M. Dujardin-Beaumetz repoussant, dit-il avec indignation, ces offres, les radicaux firent la campagne électorale avec leurs modestes ressources.

M. Klotz, député de la Somme, d'origine israélite, confirme ces déclarations qui causent une assez vive émotion au Palais-Bourbon.

On annonce dans les couloirs deux interpellations pour lundi : l'une de M. Denys Cochin et l'autre de M. Massabuau, députés cléricaux.

Si l'étonnement d'hier persiste encore, il s'y mêle aujourd'hui de vives animosités et dans les discussions ardentes, dont le Salon